



«BLANQUER ÇA SUFFIT ! L'ÉCOLE N'EST PAS UN CHAMP DE BATAILLE !»

Contact : **06 77 10 84 80 - lacgteducation31@gmail.com**

Le président de la république a décidé de façon unilatérale d'un re-confinement partiel à compter du vendredi 30 octobre. Cette décision est prise parce que l'Hôpital public n'est plus en capacité de suivre le rythme de l'épidémie. Hôpital qui a subi la suppression de près de 80 000 lits depuis 2003. Suppressions poursuivies et amplifiées par la politique de Macron.

Les écoles et établissements scolaires quant à eux restent ouverts avec un protocole qui se veut « renforcé », mais seulement « *dans la mesure du possible* » de sorte qu'il apparaît insuffisant d'un point de vue sanitaire, et dans le même temps irréaliste au regard, notamment, des effectifs pléthoriques dans les classes, du brassage imposé en Première et Terminale par la démultiplication des menus d'enseignements de spécialité inhérente à la réforme du lycée et du manque évident de moyens humains (agent-es, personnels enseignants...). Par ailleurs, ce protocole prétendument renforcé ne prévoit rien pour les personnels vulnérables alors que le Conseil d'État a rejeté le décret du 29 août dernier limitant les situations ouvrant droit à cette reconnaissance. **Ce sont ainsi les élèves et le personnel des écoles, collèges et lycées qui sont mis en danger dans le contexte d'une circulation très active du virus.**

Une fois de plus et 8 mois après le premier confinement, le gouvernement improvise dans la précipitation en reportant la responsabilité de la crise sanitaire sur les citoyens alors qu'il en est seul responsable par son incurie et son mépris assumé à l'égard du monde du travail en général et des services publics en particulier.

La mise sous cloche de la vie sociale et culturelle du pays alors que l'on contraint les travailleur-es des secteurs industriels et commerciaux à prendre les transports en commun et à se rendre sur leurs lieux de travail est un scandale qui doit sérieusement nous alerter et nous mobiliser.

Notre profession a été meurtrie par le drame de Conflans Ste Honorine et l'assassinat de notre collègue Samuel Paty.

La CGT Educ'action 31 dénonce avec force la récupération politique de ce drame humain et les dérives dangereuses de beaucoup de politiques au plus haut niveau, à commencer par celles de ministres en exercice qui empruntent à l'extrême-droite ses éléments de langage.

Dans le cadre de l'hommage à notre collègue Samuel Paty, J.M. Blanquer, grand pourfendeur de la liberté d'expression, impose aux personnels et aux élèves des modalités inacceptables avec injonctions et menaces claires contre celles et ceux qui voudraient faire « autrement ».

Nous tenons à rappeler ici qu'aucun hommage officiel n'a été accordé à notre collègue Christine Renon après son suicide alors que, dans sa lettre, elle dénonçait clairement les dysfonctionnements et le mépris de notre administration, à commencer par le ministre lui-même.

Pour J.M. Blanquer, la liberté d'expression se limite à valider ses choix ; il s'attache ainsi à poursuivre et réprimer celles et ceux qui osent s'opposer à ses réformes rétrogrades et destructrices de notre École : dans l'académie de Poitiers, nos collègues de Melle, suspendus à titre conservatoire et menacés des plus lourdes sanctions en sont l'exemple.

Dans le même temps, la licence avec laquelle J.M. Blanquer a tenu des propos indignes et inadmissibles qui lui ont valu les félicitations de l'extrême droite, contribue à développer un climat délétère et nauséabond dans le pays ! Climat qui se concrétise par une islamophobie assumée et grandissante et une chasse à de soi-disants « islamo-gauchistes » cherchant ainsi à verrouiller toute forme de débat.

Sur les conditions de la reprise de ce lundi 2 novembre, le temps d'échanges du matin disparaît de crainte probablement que les personnels ne se saisissent de ce moment pour aborder les difficultés du métier dans nos écoles et établissements.

Une fois de plus nous subissons les changements de dernière minute, remettant en cause le travail imposé pendant les vacances scolaires notamment aux directeurs et directrices d'école : c'est un mépris de plus pour l'ensemble de la profession.

Par ailleurs, nous déplorons et dénonçons le choix de « la lettre de Jean Jaurès aux instituteurs » - qui plus est expurgée de ses passages critiques à l'égard de l'institution scolaire - qui est totalement déconnectée et dont les termes n'ont plus lieu d'être aujourd'hui.

Au contraire chaque équipe, chaque enseignant·e doit être libre d'organiser, selon des modalités qu'il·elle aura définies, l'hommage à notre collègue. Il n'appartient pas à notre ministre de décider, seul, et d'imposer avec menaces.

La CGT Educ'action 31 refuse et s'oppose à toute obligation en matière pédagogique, y compris à l'occasion de l'hommage rendu à notre collègue.

Nous demandons le report de cet hommage et exigeons un véritable temps de concertation entre l'ensemble des personnels afin de pouvoir discuter des difficultés du métier dont la plupart sont la conséquence directe des politiques d'austérité et de casse de notre service public que l'actuel ministre a lourdement accentuée.

Ces difficultés, accentuées par la gestion calamiteuse de la crise sanitaire pèsent lourdement sur des équipes au bord de l'épuisement sommées de mettre en œuvre un protocole inapplicable en raison de son incohérence et son inadéquation à la réalité des conditions d'accueil dans les établissements scolaires qui souffrent d'un manque criant de personnel.

La CGT Educ'action 31 appelle les personnels à se saisir du droit de retrait et de la grève partout où il y a mise en danger !

Parce que la sécurité de tou·tes est essentielle la CGT Educ'action 31 exige :

- **Des moyens en personnels pour travailler par groupes de 15 élèves maximum.**
- **Des moyens humains pour l'entretien régulier des locaux**
- **La mise à disposition gratuite à tou·tes (personnels et élèves) des masques (conformes et non toxiques !)**
- **L'aménagement des emplois du temps pour prévoir des temps de pause pour les élèves et les personnels du fait de la fatigue induite par le port du masque**

Et plus généralement, l'arrêt des suppressions de postes dans la fonction publique, la revalorisation de l'ensemble des métiers et l'octroi de moyens à hauteur des besoins pour que l'ensemble de la population ait accès à la santé, aux transports, à l'éducation, à la culture...

La CGT Educ'action a déposé un préavis de grève quotidien pour couvrir les actions des collègues qui décideront de se mobiliser. Aussi nous appelons tous les personnels à se réunir et à mettre en discussion la question de nos conditions de travail et d'études pour nos élèves afin d'envisager collectivement les mobilisations à construire pour stopper la logique mortifère de notre gouvernement et de notre ministre de l'éducation qui n'a plus ni crédit ni légitimité.

Parce que l'urgence est à la défense de nos services publics et de l'école, la CGT Educ'action 31 appelle l'ensemble des collègues à se mobiliser massivement y compris par la grève dès ce mois de novembre.

Toulouse le 31 octobre 2020